

G5

Étape 4 du Cycle de plaidoyer

Agir dans des contextes politiques difficiles

La Section G5 s'intéresse à la pratique du plaidoyer dans des contextes politiques difficiles. Elle explique ce qu'est un contexte politique difficile, pourquoi le plaidoyer est important dans un tel contexte, et comment préparer et mener une action de plaidoyer dans un tel contexte.

Pour tirer le meilleur parti de cette section, il est important de ne pas l'utiliser de manière isolée. Vous devez déjà avoir étudié les autres parties du guide et les autres étapes du Cycle de plaidoyer.

Cette section fait partie de l'Étape 4 du Cycle de plaidoyer consacrée à l'action.



Notes à l'usage du facilitateur

Cette section pose une série de questions auxquelles elle apporte des réponses. Le facilitateur de l'atelier de formation devra se familiariser avec ce matériel.

- | | |
|--|-----|
| ■ Qu'est-ce qu'un « contexte politique difficile » ? | 194 |
| ■ À quoi bon faire du plaidoyer dans un contexte politique difficile ? | 195 |
| ■ Comment <i>se préparer</i> au plaidoyer dans un contexte politique difficile ? | 196 |
| ■ Comment <i>faire</i> du plaidoyer dans un contexte politique difficile ? | 200 |



Outils

Cette section décrit les outils qui peuvent nous aider à mettre en pratique ce que nous avons appris. Dans le cadre d'un atelier de formation, ces outils peuvent servir de documents à distribuer.

- | | |
|---|-----|
| OUTIL N° 46 : Organigramme des contextes politiques difficiles | 205 |
| OUTIL N° 47 : Critères d'évaluation des contextes politiques difficiles | 206 |
| OUTIL N° 48 : Liste de contrôle de préparation et d'action dans des contextes politiques difficiles | 207 |



Exercices de formation

Cette section propose des exercices de formation interactifs réalisables en groupe, destinés à approfondir les questions soulevées et à mettre en pratique les outils de formation. Ces exercices conviennent parfaitement dans le cadre d'un atelier de formation.

- | | |
|--|-----|
| EXERCICE N° 51 : Identifier un contexte politique difficile | 208 |
| EXERCICE N° 52 : Adapter des plans de plaidoyer dans un contexte politique difficile | 209 |
| EXERCICE N° 53 : Préparer et mener un plaidoyer dans un contexte politique difficile | 209 |

SECTION G5 Notes à l'usage du facilitateur



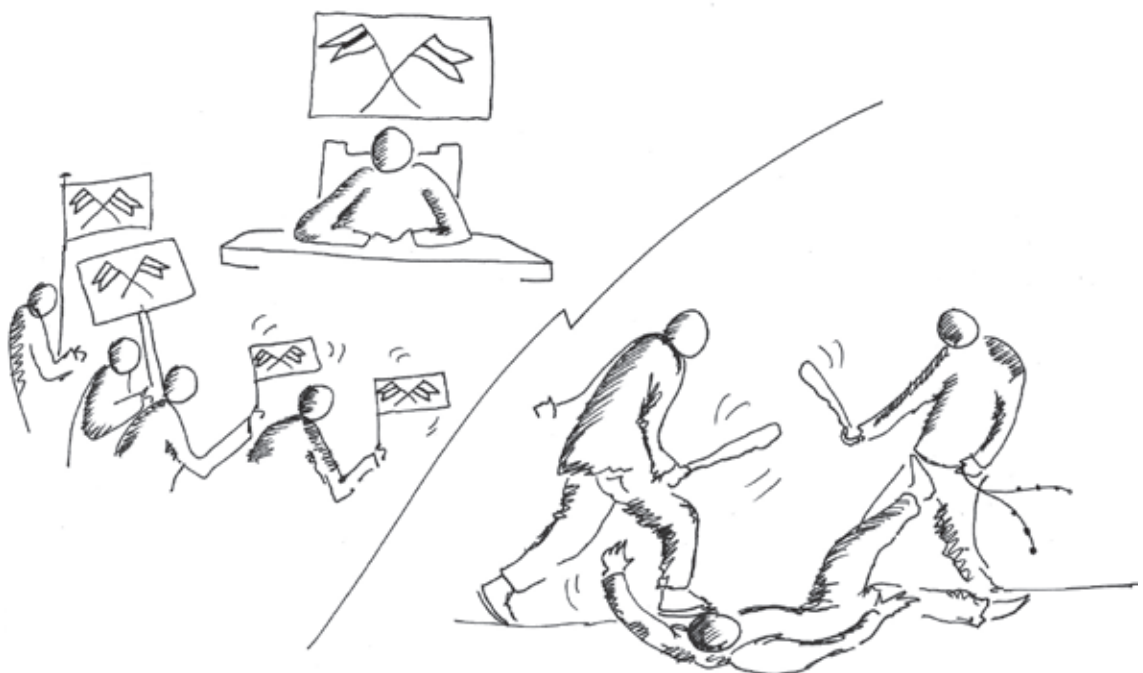
Qu'est-ce qu'un « contexte politique difficile » ?

Le terme « contexte politique » décrit le cadre (ou les circonstances) dans lequel un gouvernement exerce le pouvoir de gouverner une nation et de gérer ses affaires, et dans lequel les citoyens interagissent avec les décideurs.

La démocratie est un exemple de contexte politique. Dans une démocratie, les citoyens peuvent influencer les décisions qui affectent leur existence et l'espace de la société civile permet d'interagir avec le gouvernement. L'espace de la société civile est un moyen de décrire l'espace dans lequel l'État, le marché et les ménages ordinaires interagissent. C'est dans cet espace qu'interviennent le dialogue et l'action entre un gouvernement et sa population, et on le considère généralement comme une caractéristique essentielle d'une société libre. Un « contexte politique difficile » décrit un cadre dans lequel un gouvernement abuse de son pouvoir de gouverner une nation et de gérer ses affaires. Parfois, ces gouvernements prétendent qu'ils sont démocratiques, alors que leurs actions disent le contraire !

Dans un contexte politique difficile, le gouvernement peut être corrompu et abuser de son pouvoir, les citoyens peuvent se voir empêcher de s'engager dans une activité politique et un travail de plaidoyer, et l'opposition électorale peut être traitée avec hostilité. Voici ci-dessous les exemples les plus courants de contextes politiques difficiles. Plusieurs de ces contextes peuvent s'appliquer au même moment à un pays.

- **État fragile** : un pays économiquement pauvre dont le gouvernement a une faible capacité et une faible légitimité, et dont les citoyens sont vulnérables aux situations défavorables, qu'elles soient d'origine humaine ou naturelle, que l'on appelle « chocs »
- **État failli** : un pays dont le gouvernement a perdu le contrôle de son territoire et est incapable d'assurer la sécurité de ses citoyens. Il n'a pas l'autorité légitime suffisante pour prendre des décisions, et il est incapable de fournir les services publics essentiels et de remplir ses obligations en tant que membre de la communauté internationale
- **État défaillant** : un pays dont le gouvernement est tellement faible ou inopérant qu'il a peu de contrôle effectif sur son territoire et ne fournit pas de services publics. On y trouve souvent une corruption et une criminalité généralisées, un déclin économique important et une augmentation du nombre de réfugiés et de personnes déplacées internes



- **État touché par un conflit** : un pays dans lequel des cycles répétés de violence politique et civile perturbent les processus politiques, y compris les élections et l'administration du gouvernement
- **Régime oppressif** : un contexte politique dans lequel un gouvernement exerce son autorité et son pouvoir de manière injuste ou cruelle, en imposant des obligations à ses citoyens et en les empêchant de participer aux prises de décision et processus politiques
- **Régime à parti unique dominant** : un contexte politique dans lequel un gouvernement est caractérisé par un seul et même parti politique remportant successivement les élections, sans risque prévisible de défaite électorale future. D'autres partis politiques sont tolérés et fonctionnent sans entrave, mais n'ont aucune chance réelle de gagner
- **Régime autoritaire** : un contexte politique dans lequel un gouvernement fusionne son parti politique et l'État, et nomme des membres de son parti aux postes importants, quand bien même ils n'auraient pas les compétences et les qualités nécessaires. Les autres partis politiques sont soit interdits, soit autorisés mais trop faibles ou inopérants pour constituer une contestation sérieuse du pouvoir.

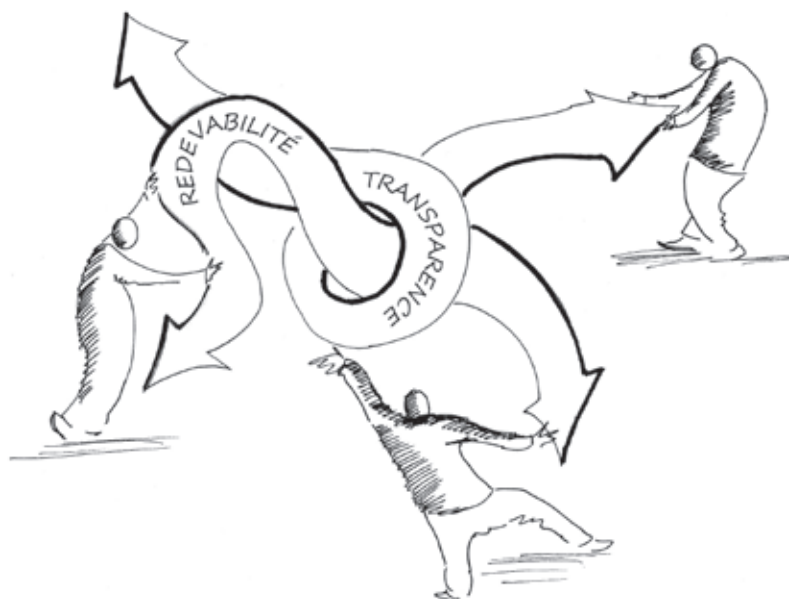


À quoi bon faire du plaidoyer dans un contexte politique difficile ?

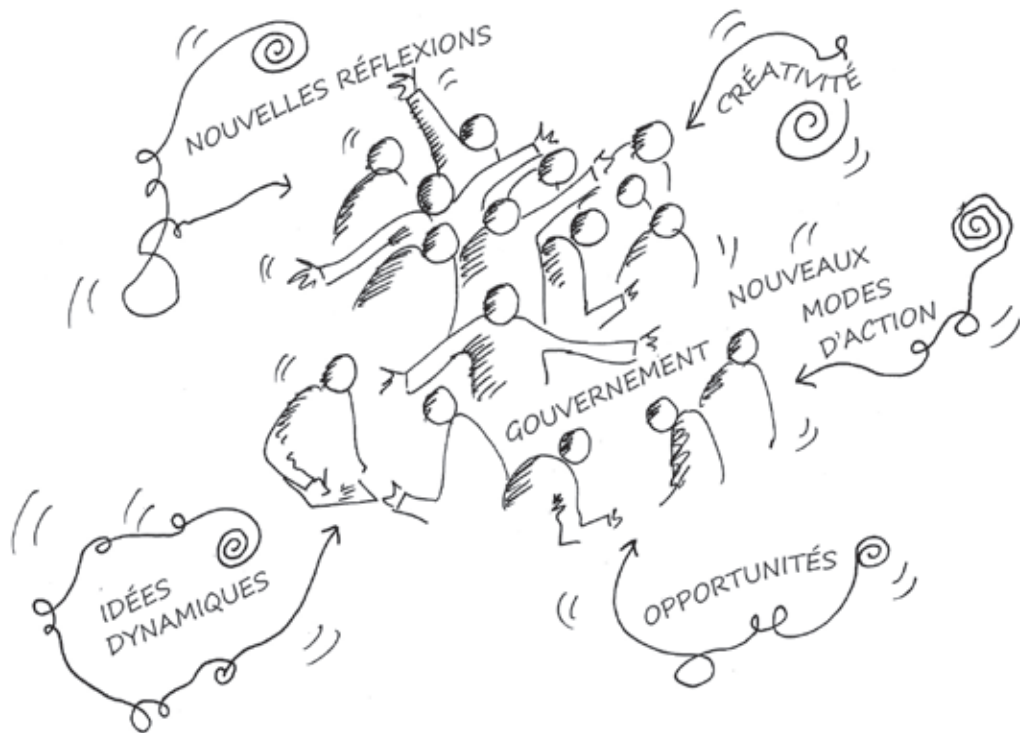
Le plaidoyer est nécessaire dans un contexte politique difficile au même titre qu'il l'est dans d'autres contextes : il contribue à réduire la pauvreté en s'attaquant à ses causes sous-jacentes, et vient compléter le travail programmatique qui traite des effets de la pauvreté. Il met les gouvernements devant leurs responsabilités en matière de fourniture et d'accès aux services essentiels tels que les soins de santé, l'éducation, le logement, l'eau et l'assainissement. Il demande aux décideurs de faire respecter les lois, les politiques et les pratiques qui favorisent les personnes pauvres, vulnérables et marginalisées. Il aide les citoyens à communiquer avec les décideurs, en leur donnant les moyens de faire des suggestions et de demander justice. On peut faire du plaidoyer même lorsque le contexte politique difficile déconseille d'utiliser le mot « plaidoyer » ou l'expression « demander justice ».

Dans de nombreux contextes politiques difficiles, les citoyens vivent dans la pauvreté, les Églises peuvent être minoritaires, et toute personne considérée comme hostile au gouvernement, de quelque manière que ce soit, s'expose à un risque de persécution. Dans ces circonstances, le plaidoyer est important car il peut :

- Élargir l'espace de la société civile en lui permettant d'interagir avec le gouvernement de façon continue
- Encourager des changements en matière de redevabilité et de transparence du gouvernement et autres instances publiques



- Consolider la société civile et autonomiser les citoyens, pour informer un nombre croissant de communautés sur leurs droits au développement, sur les personnes chargées de faire respecter ces droits et sur la manière de les faire valoir
- Renforcer les capacités des gouvernements et les rendre plus ouverts aux idées et opportunités.



Reportez-vous également à la Section F2 sur les menaces, les risques, les préoccupations et les difficultés liés au plaidoyer, ainsi que la Section B2 sur l'espace politique, et le pouvoir et la politique.

Comment se préparer au plaidoyer dans un contexte politique difficile ?

Il n'existe pas de modèle universel d'approche du plaidoyer dans un contexte politique difficile, car chaque situation est unique. Un grand nombre des principes et outils décrits dans ce guide s'appliquent à tous les contextes, quelle que soit la difficulté de la situation politique. Outre une analyse approfondie des risques (cf. Section F2), il existe des moyens spécifiques de se préparer pour minimiser les difficultés :

- **Développer des relations stratégiques délibérées en amont**
Identifiez à tous les niveaux de l'État des agents dignes de confiance et sensibles à la question de plaidoyer. Développez des relations stratégiques délibérées avec ces agents, sans intention précise et même lorsque vous n'avez rien à leur demander. Rencontrez-les, parlez-leur, écoutez-les, prêtez-leur attention et intéressez-vous à ces personnes en tant que telles, et non simplement en tant qu'agents de l'État, pour comprendre ce qui les motive. Ainsi, au moment où vous aurez une demande à leur faire, ils sauront qui vous êtes et seront plus susceptibles de vous écouter. Sachez, cependant, qu'il peut être frustrant d'avoir à nouer de nouvelles relations à la suite d'une élection susceptible d'entraîner des mutations ou des départs.
- **Saisir les opportunités lorsqu'elles se présentent**
En matière de plaidoyer, il est important de reconnaître lorsque des opportunités se présentent, et de les saisir. Par exemple, la survenue d'une catastrophe peut offrir une opportunité unique de faire du plaidoyer, car l'État touché par cette catastrophe est souvent incapable de faire face dans l'immédiat, notamment si le gouvernement est isolé du reste de la communauté internationale.

ÉTUDE DE CAS

MYANMAR (BIRMANIE)

Un partenaire de Tearfund au Myanmar travaille avec les personnes en situation de handicap, l'un des groupes les plus pauvres, vulnérables et marginalisés du pays. Lorsque le cyclone Nargis a frappé le Myanmar, il est rapidement apparu que les personnes en situation de handicap ne figuraient pas parmi les priorités d'intervention du gouvernement.

Néanmoins, le partenaire a vu l'opportunité potentielle que présentait la catastrophe. Presque immédiatement après le cyclone, le partenaire a pris contact avec le gouvernement pour lui parler des besoins des personnes en situation de handicap qui souffraient après le cyclone. Ces discussions ont été possibles grâce à la relation que le partenaire avait développée avec les agents de l'État responsables des questions de handicap, et qui lui a permis de prendre contact sans difficulté.

Au terme de ces discussions, le gouvernement a accepté de travailler avec le partenaire, avec la collaboration d'organisations œuvrant en faveur des personnes en situation de handicap et d'autres, pour élaborer un plan national d'action pour les personnes en situation de handicap affectées par le cyclone, que le partenaire a ensuite mis en œuvre.

Le gouvernement a été tellement satisfait du plan élaboré qu'il a ensuite demandé au partenaire d'élaborer une politique à plus long terme et des directives concernant les besoins des personnes en situation de handicap en cas de catastrophe. Le gouvernement a également financé une étude nationale sur les besoins des personnes en situation de handicap, destinée à fournir les données factuelles devant informer le plan. Le cyclone a déclenché le travail de plaidoyer, mais les effets de ce travail se sont étendus à tout le pays.

■ Rattacher le plaidoyer à des activités existantes

Ce point est particulièrement important si nous intervenons après une catastrophe dans un contexte politique difficile, car il se peut que nous participions déjà à des réunions de groupe (cluster), de coordination et de bailleurs de fonds. Ces réunions sont souvent l'occasion de discuter des questions de plaidoyer en toute sécurité, de convenir de stratégies de plaidoyer, d'identifier des contacts au sein du gouvernement et de nouer le dialogue avec des décideurs clés impliqués dans l'intervention en cas de catastrophe.

■ Tenir compte des normes culturelles et des conceptions du monde

Les normes culturelles et les conceptions du monde varient considérablement d'un contexte politique difficile à l'autre. Il peut être utile de les reconnaître et d'en tenir compte. Il est essentiel d'élargir ses horizons concernant différentes normes culturelles, plutôt que de les ignorer ou de les critiquer. Par exemple, en Chine, la conception dominante est que le gouvernement a toujours raison, et il faut donc présenter le plaidoyer au gouvernement d'une manière qui ne remet pas en cause cette conception.

ÉTUDE DE CAS

CHINE

En Chine, la relation est au cœur de tout dialogue avec le gouvernement. La culture chinoise attache beaucoup de valeur aux relations sur le long terme. Les organisations consacrent de nombreuses années à développer des relations avec des agents de l'État à tous les niveaux, en investissant délibérément du temps, de l'énergie et de l'argent. Une de ces organisations, qui travaillait avec les personnes vivant avec le VIH, a concentré ses efforts sur le Bureau de la santé et sur le Centre de contrôle des maladies. Cette approche était motivée par le fait que les différents ministères et leurs services ne travaillent pas souvent ensemble. Dans le cadre de ses relations avec le gouvernement, elle a pu montrer l'exemple en présentant des modèles de bonnes pratiques et en démontrant comment la mise en œuvre de la politique gouvernementale se traduisait au quotidien pour les personnes vivant avec le VIH. Par ailleurs, en favorisant un climat de confiance et de respect, l'organisation a réussi à se faire entendre des agents de l'État pendant les réunions.

■ Reconnaître la peur et la confronter

Beaucoup de personnes ont peur de faire du plaidoyer dans un contexte politique difficile. Beaucoup de gouvernements se nourrissent de la peur, et s'accrochent parfois au pouvoir par la peur ; il est donc important de reconnaître cette peur et de la confronter. Les chrétiens sont appelés à être audacieux et courageux, et à prendre des risques pour dire la vérité. Ce n'est pas toujours facile, surtout dans des contextes où les Églises sont victimisées, mais il est parfois nécessaire de prendre des risques, malgré la peur. Cette démarche peut impliquer des choix stratégiques, comme le fait de bien choisir l'acteur de plaidoyer, de travailler en secret, de suivre l'exemple d'organismes homologues qui ont réussi à faire du plaidoyer, ou de travailler de manière anonyme au sein d'un groupe si on a des craintes.

ÉTUDE DE CAS

AFGHANISTAN

L'un des partenaires de Tearfund en Afghanistan travaille dans un milieu culturel et politique très difficile, avec des problèmes de sécurité permanents. Ses membres font souvent preuve d'un courage considérable et surmontent des risques importants simplement pour pouvoir travailler, sans même parler de plaidoyer.

Dans une région spécifique, les membres de la communauté travaillaient ensemble sur un projet d'achèvement de leur réseau électrique. Des représentants de cette communauté ont négocié avec des agents de l'État pour obtenir l'autorisation de raccorder leur quartier au réseau électrique de la ville. Ce ne fut pas facile, les agents étant réticents au dialogue. Néanmoins, à force de persévérance, la communauté a obtenu l'autorisation nécessaire et le quartier est désormais raccordé au réseau électrique de la ville.

Ayant constaté le succès de ces négociations avec le gouvernement, un groupe qui désapprouvait jusqu'alors le travail réalisé par le partenaire dans ce domaine s'est ravivé. Il a contacté le partenaire pour lui demander de l'aider à se préparer en vue d'une réunion avec le gouvernement pour négocier la pose d'une conduite de drainage au sein de sa communauté. Les représentants de ce groupe ont dû surmonter la peur qu'ils avaient de contacter les agents de l'État concernés, mais les réunions se sont bien passées et ils ont fini par collaborer à la construction de la conduite.

■ Bien choisir une question de plaidoyer

Lorsque nous sélectionnons une question de plaidoyer, nous devons veiller à ce qu'elle soit en cohérence avec les principaux objectifs de notre organisation. Sinon, notre travail de plaidoyer risque d'être déconnecté du reste de nos programmes. Lorsque nous faisons du plaidoyer sur une question directement en lien avec le travail existant de notre organisation, nous donnons de la légitimité à ce que nous allons demander au moment de parler aux agents de l'État. Il peut aussi être utile de choisir une question dont nous savons qu'elle figure à l'ordre du jour du programme du gouvernement, pourvu que cette question traite de problèmes réels au sein des communautés affectées. Il se peut que nous préférions travailler sur une question politiquement neutre ou non-controversée, mais si ce n'est pas possible, nous devons être conscients des risques.

ÉTUDE DE CAS

MYANMAR (BIRMANIE)

L'un des partenaires de Tearfund au Myanmar travaille sur les questions de santé. Ces dernières années, la sécurité alimentaire est apparue comme un problème important en matière de santé.

Le partenaire a collaboré avec plusieurs ONG intéressées par son travail sur la sécurité alimentaire, et a formé un groupe de travail dont l'une des activités était le plaidoyer pour des changements de politique et de pratique liés à la sécurité alimentaire.

Face à la multitude de problèmes de sécurité alimentaire interconnectés au Myanmar, les membres du groupe de travail n'arrivaient pas à se décider sur les questions qu'ils allaient aborder avec le gouvernement, et ont donc mené une évaluation des besoins pour connaître l'ampleur de l'insécurité alimentaire dans le pays. Cette évaluation leur a permis d'identifier les problèmes critiques et de fournir des données probantes à l'appui du travail de plaidoyer qu'ils ont ensuite engagé.

■ **Préparer et communiquer un message clair**

Il est essentiel de savoir ce que nous allons dire et comment nous allons le dire avant de commencer. Dans un contexte politique difficile, la plupart des agents de l'État souhaiteront qu'on leur présente un message clair et concis, avec le respect et les honneurs qui se doivent, même lorsque nous ne sommes pas d'accord. Il faut parfois être créatif, en utilisant des expressions et un vocabulaire que les agents vont comprendre, et en faisant le lien avec des questions qui vont attirer l'attention du gouvernement.

■ **Comprendre comment le gouvernement fonctionne**

Il est important de comprendre comment le gouvernement prend ses décisions. Si la procédure est compliquée, il ne sera pas nécessaire d'avoir une connaissance pratique détaillée, mais au moins une vue d'ensemble. Par exemple, il peut être utile de savoir :

- Quel est le niveau d'autorité du gouvernement central ?
- Quels sont les pouvoirs délégués aux organes décentralisés ?
- Qui a la responsabilité de créer les lois, les politiques, la réglementation, les procédures et autres ?
- Qui est responsable de leur mise en œuvre ?

ÉTUDE DE CAS

ASIE CENTRALE

En Asie centrale, les détenus se voient retirer leur passeport et autres documents d'identité au moment de leur incarcération. Cette pratique remonte au temps de l'Union soviétique et, bien que la région ait changé depuis l'indépendance, la loi, elle, est restée inchangée. À leur libération, les détenus doivent obtenir des références pour faire une nouvelle demande de documents. Sans ces documents, leurs chances de reconstruire leur vie sont minces. Ils n'ont pas de revenus, pas de domicile légal et pas de moyens de trouver un emploi. Ils ne peuvent pas ouvrir de compte bancaire, ni aller chez le médecin. Ils n'ont aucun droit au regard de la loi, et aucun moyen de prouver leur identité.

Un partenaire de Tearfund en Asie centrale a développé des relations avec les autorités locales, la police et le ministère de la Justice pour aider les détenus, à leur sortie de prison, à obtenir des références, à récupérer leurs documents d'identité et à prendre un nouveau départ dans la vie. Pour cela, ce partenaire a dû comprendre comment le système fonctionnait, ce que disait la loi et comment utiliser ces informations pour soutenir sa cause. Il a dû gagner la confiance et le respect des autorités locales qui étaient chargées d'authentifier les documents des détenus et de leur en fournir de nouveaux. Il n'a pas été facile de braver cette pratique injuste, et la loi n'a pas changé, mais les détenus sortant de prison ont pu reconstruire leur vie.



Comment faire du plaidoyer dans un contexte politique difficile ?

Il existe également des mesures spécifiques que nous pouvons prendre pour atténuer les difficultés que nous risquons de rencontrer dans un travail de plaidoyer :

- **Utiliser une terminologie adaptée au contexte**

Le mot « plaidoyer » peut être problématique dans un contexte politique difficile, car il peut paraître subversif et/ou agressif. Il en va de même pour les termes « droits de l'homme », « justice », « démocratie », « politique » et autres mots que l'on associe au plaidoyer. Il est de bonne pratique d'utiliser d'autres mots et expressions adaptés au contexte, afin de réduire les susceptibilités que peuvent entraîner les problèmes de communication ou les malentendus quant à l'intention qui sous-tend les mots. Vous trouverez quelques suggestions dans les notes à l'usage du facilitateur de la Section A.

ÉTUDE DE CAS

AFRIQUE DE L'EST

Dans un pays d'Afrique de l'Est, une loi impose des restrictions aux ONG qui sont financées par des bailleurs de fonds étrangers. Un partenaire de Tearfund a trouvé un moyen de contourner la loi pour dialoguer de manière diplomatique et collaborative avec le gouvernement sur des questions importantes. Il a pris soin, notamment, de ne pas parler de « plaidoyer » ni d'utiliser des termes associés, mais de privilégier un langage plus adapté au contexte en parlant de « communication stratégique ». Il a également choisi de faire du plaidoyer sur des questions qui étaient importantes pour ses membres, mais qui n'étaient pas perçues comme étant trop politiques ou controversées (ex. les droits des enfants). Cette approche l'a énormément aidé à trouver d'autres personnes avec qui collaborer, mais aussi à convaincre des décideurs importants de changer d'attitudes et de pratiques concernant les questions de plaidoyer.

- **Être collaboratif et éviter la confrontation**

Il est important d'adopter la bonne attitude face aux agents de l'État. Soyez collaboratif et évitez la confrontation. Trouvez un terrain d'entente avec ces agents, plutôt que de vous focaliser sur ce qui vous différencie. Identifiez des préoccupations et des opportunités mutuelles sur lesquelles vous allez pouvoir travailler ensemble. Évitez les confrontations et les menaces, en choisissant des méthodes adaptées au contexte et en évitant les marches, les slogans, la publicité et les commentaires négatifs. Développez des relations de confiance, et utilisez un langage positif. Faites preuve de respect, d'honneur et d'intégrité.

ÉTUDE DE CAS

ÉTHIOPIE

Un partenaire de Tearfund, Ethiopian Kale Heywet Church Development Programme, passionné par les questions d'eau, d'assainissement et d'hygiène, s'est joint à d'autres groupes et organisations de même sensibilité dans un forum multipartite. Ensemble, ils se sont engagés à mettre le gouvernement devant ses responsabilités pour qu'il respecte son engagement à fournir l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène pour tous.

Malheureusement, le plan d'accès universel du gouvernement était ambitieux et irréalisable, et rendait difficile le suivi des progrès réalisés. Plutôt que de confronter le gouvernement, le forum s'est montré collaboratif et modéré en rencontrant les ministres concernés pour les convaincre en permanence de l'importance de la question. Il a également exhorté le gouvernement à évaluer les progrès du plan d'accès universel, afin d'éviter des complications dans sa mise en œuvre.

En conséquence, le gouvernement a demandé à des membres du forum de l'aider à revoir le plan et à modifier certains aspects pratiques de sa mise en œuvre. De ce fait, les relations entre le forum et le gouvernement sont au beau fixe, le dialogue est permanent et des réunions conjointes sont organisées pour examiner les points techniques et dresser un bilan sectoriel annuel sur les moyens d'améliorer la situation de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène dans le pays.

■ Continuer à prier

Il est fondamental, pour les chrétiens acteurs de plaidoyer, de ne pas oublier de prier et de demander à Dieu de leur accorder autorité et protection lorsqu'ils travaillent dans des contextes politiques difficiles.

■ Éviter la corruption

Les relations avec les gouvernements peuvent être imprévisibles, mais il faut éviter la corruption. Soyez transparent. Ce que nous voulons obtenir, ce sont des changements progressifs sur le long terme, plutôt que des gains à court terme acquis par la corruption.

ÉTUDE DE CAS

ASIE CENTRALE

Faire du plaidoyer est une activité risquée en Asie centrale, et les répercussions potentielles incluent le harcèlement, l'intimidation, la violence, les menaces de mort, l'emprisonnement et les restrictions opérationnelles. Le jour où une autorité provinciale a revendiqué comme sien un centre pour enfants appartenant à un partenaire de Tearfund, ce partenaire a découvert que des documents importants d'enregistrement foncier avaient disparu. Il lui a été suggéré que, moyennant le versement de pots-de-vin, ces documents pouvaient lui être restitués. Le partenaire a refusé de verser des pots-de-vin. Heureusement pour lui, il avait conservé une copie officielle de ces documents. Il savait aussi qu'il avait la loi pour lui. Il a donc rassemblé des données fiables, précises et suffisantes à l'appui de son dossier, et organisé une série de réunions avec le gouverneur de la province et d'autres agents de l'État pour faire valoir son droit à conserver la propriété du centre et faire appliquer la loi. Il s'est montré collaboratif et respectueux, et a défendu fermement sa position. L'autorité provinciale a fini par abandonner sa revendication injuste, et le partenaire est resté propriétaire du centre.

■ Accéder à des cibles de plaidoyer par des voies indirectes

Il est parfois important d'engager un dialogue avec des services de l'État qui ne sont pas les plus évidents, et avec des parties prenantes qui peuvent avoir un accès direct aux services de l'État compétents. Par exemple, si nous n'avons pas accès aux agents de l'État avec lesquels nous souhaitons développer une relation, nous devrions chercher à en contacter d'autres. Il est utile de savoir qui a de l'influence sur les cibles de plaidoyer, de s'en faire des amis et de les influencer. Si nécessaire, nous devons user de notre réseau de contacts pour accéder à des personnes spécifiques, par exemple des collaborateurs proches de la personne que nous avons besoin d'influencer. (Reportez-vous à la Section E2 pour plus d'informations sur les voies d'influence.)

■ Être prêt à partager des expériences de bonnes pratiques

Dans un contexte politique difficile, les actions en disent parfois plus long que les mots. Si nous voulons que notre travail de plaidoyer soit pris au sérieux, nous allons peut-être devoir montrer l'exemple et gagner le respect de notre travail programmatique. Nous allons aussi peut-être devoir inviter des agents de l'État à venir voir nos projets pour qu'ils constatent par eux-mêmes l'ampleur du problème et les solutions que nous avons identifiées.

ÉTUDE DE CAS

MYANMAR (BIRMANIE)

Un partenaire de Tearfund au Myanmar a pour vision que les personnes en situation de handicap puissent vivre et travailler comme tout autre citoyen. Par exemple, il veut voir les personnes atteintes d'un handicap physique vivre dans un monde sans obstacle où les fauteuils roulants pourraient facilement circuler et accéder aux bâtiments.

Ce partenaire s'est rendu compte qu'il devait réfléchir à la manière de communiquer cette vision à d'autres personnes, y compris à différents niveaux de l'État, à d'autres organisations, aux entreprises, aux médias, aux dirigeants communautaires, aux personnes en situation de handicap et à leurs aidants. Il a donc décidé de créer des modèles de rampes d'accès pour fauteuils roulants, entre autres, pour démontrer comment créer un monde sans obstacle, et les a ensuite présentés à des agents de l'État et à d'autres groupes intéressés. Par exemple, il a identifié des lieux inaccessibles aux personnes en situation de handicap, comme des hôpitaux et des écoles, puis a installé des rampes d'accès ou moyens similaires d'accès à ces bâtiments. Il a également mobilisé des communautés pour paver les routes et les sentiers dans les villages, jusqu'alors boueux et sujets aux inondations, afin que les personnes en situation de handicap puissent les emprunter.

Il a utilisé ces exemples d'accès facile pour montrer ce que signifie « l'accès sans obstacle » et, ce faisant, il a inspiré les agents de l'État et d'autres à imaginer comment il serait possible d'améliorer le Myanmar pour les personnes en situation de handicap. Du fait de cette action, le gouvernement a accepté de fournir des fonds supplémentaires pour reproduire ces modèles d'accès facile ailleurs et de mettre en place une politique d'accès sans obstacle pour toutes les personnes en situation de handicap au Myanmar, et a invité le partenaire à participer à l'élaboration de cette politique.

■ Créer une vision du changement

Il est important de définir clairement le changement que nous souhaitons voir. Nous devons imaginer comment la situation des communautés affectées pourrait être améliorée et le rôle que doit jouer le gouvernement pour que ces améliorations se réalisent, puis communiquer cette vision du changement de manière à ce que les agents de l'État pensent que c'est leur idée ! Pour cela, nous devons les informer sur ce qui se fait déjà avec succès, leur montrer à quoi ressemblerait le changement et pourquoi il est important, puis leur faire des suggestions qui vont les aider à voir ce qu'ils peuvent faire pour réaliser ce changement. Nous utilisons notre imagination pour les inspirer. Parfois, nous allons devoir créer un prototype ou un modèle que nous allons montrer aux agents de l'État pour leur faire comprendre à quoi ressemble notre vision dans la réalité, et augmenter nos chances qu'ils l'approuvent.

ÉTUDE DE CAS

ASIE CENTRALE

Après l'effondrement de l'ex-Union soviétique et l'éclatement des familles qui l'a accompagné, l'Asie centrale s'est retrouvée avec un nombre important d'enfants orphelins et vulnérables. Un des partenaires de Tearfund dans la région dirige un centre d'aide pour ces enfants, dans l'attente de leur retour à domicile ou d'un placement en famille d'accueil. Au fil des ans, ce partenaire a développé des relations avec l'administration locale pour veiller à ce que ces enfants soient placés dans des familles d'accueil appropriées. À l'époque, le placement familial était un concept nouveau en Asie centrale, et nombreux étaient ceux qui mettaient en question l'action du partenaire. Or, ce dernier avait une vision claire du changement, et rêvait du jour où tous les enfants dans l'incapacité de vivre avec leur famille naturelle puissent trouver une place dans une famille d'accueil plutôt que se retrouver dans un établissement. Sachant par ailleurs que son pays avait signé la Convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant, il avait des raisons de croire qu'une nouvelle loi nationale obtiendrait un soutien.

Le tournant décisif est arrivé lorsqu'un travailleur social d'une autorité locale a mis le partenaire en contact avec le ministère national responsable de l'enfance et de la famille. Avec d'autres organisations concernées par le placement familial, le partenaire a alors constitué un réseau qui a fait campagne auprès du ministère jusqu'à ce qu'il adopte une loi nationale régissant tous les aspects du placement familial. Aujourd'hui, le partenaire veille à l'application de cette loi en s'assurant que l'on trouve toujours une maison d'accueil appropriée pour ces enfants, et que des contrats formels sont signés entre les parties concernées pour préciser quand et comment l'enfant va pouvoir réintégrer son domicile ou être placé dans une famille d'accueil. Sans cette vision claire du changement, arriver à cette issue aurait probablement été beaucoup plus complexe.

■ Marquer les journées internationales liées à la question

Parfois, une date ou un événement spécifique, identifiable longtemps à l'avance, offre une opportunité. Par exemple, les Nations Unies organisent souvent des journées mondiales annuelles sur le thème de la pauvreté. Nous pouvons utiliser ces journées pour organiser des manifestations, sensibiliser et renforcer notre message, tant auprès des agents de l'État que nous essayons d'influencer qu'auprès des communautés affectées, dans l'espoir que l'intérêt suscité incite l'État à prêter plus d'attention.

ÉTUDE DE CAS

SOUDAN DU SUD

Dans le Soudan du Sud, l'environnement a souffert en raison des conflits, mais aussi de l'érosion des sols, de la désertification, de la déforestation et de la sécheresse. Dans le cadre d'une initiative visant à sensibiliser à ces problèmes d'environnement, et à encourager les communautés et les administrations compétentes à adopter de bonnes politiques et pratiques environnementales, l'un des partenaires de Tearfund dans la région a décidé de marquer la Journée mondiale de l'environnement. En préparation à cette journée, le partenaire a mené une étude pour évaluer l'ampleur de la dégradation environnementale dans les régions du pays dans lesquelles il travaillait. Il a ensuite utilisé ces informations pour engager des discussions avec les administrations en amont de cette journée ; il a mobilisé les communautés, les groupes communautaires, les Églises et d'autres ONG ; il a notifié les médias et obtenu toutes les autorisations nécessaires. Cette journée se voulait être l'occasion de célébrer les ressources naturelles, mais aussi de porter un message sérieux à travers une marche. Des plants d'arbres ont été distribués et plantés, et une collecte de déchets officielle a été organisée avant que le commissaire du comté et d'autres officiels ne prononcent des discours dans lesquels ils ont promis d'élaborer une politique nationale en faveur d'un environnement durable, politique que le partenaire avait réclamée. Par la suite, les engagements et les promesses n'ayant pas été mis automatiquement à exécution, le partenaire a assuré le suivi des progrès réalisés.

■ Utiliser des contacts à l'extérieur du pays

Si le plaidoyer est risqué, il peut être indiqué de demander à des contacts situés à l'extérieur du pays de faire le plaidoyer pour nous. Par exemple, ces contacts peuvent faire pression sur les gouvernements donateurs pour imposer des sanctions et des exigences supplémentaires aux gouvernements bénéficiaires. Nous pouvons également inviter des étrangers à assister avec nous à des réunions gouvernementales, si leur présence est susceptible d'aider notre plaidoyer. Néanmoins, il y a des risques associés à la transmission d'informations à des personnes situées en dehors du pays, car ces informations peuvent se retrouver dans la sphère publique, notamment par le biais d'Internet.

■ Résistance non violente (ou résistance civile)

Il peut être indiqué, dans certains cas, de faire du plaidoyer pour un changement social ou politique en utilisant des méthodes de non-violence et de résistance civile telles que manifestations symboliques, protestations, actes de désobéissance civile, actions de non-coopération économique ou politique, ou veillées de prière. C'est notamment le cas si nous ne souhaitons pas subir une oppression de manière passive, ni appeler à une lutte armée pour combattre cette oppression. Néanmoins, cette approche est généralement risquée et n'est efficace que dans un nombre limité de contextes ; il convient donc de l'envisager avec prudence et après mûre réflexion (cf. Section F2 sur l'analyse des risques).

ÉTUDE DE CAS

ZIMBABWE

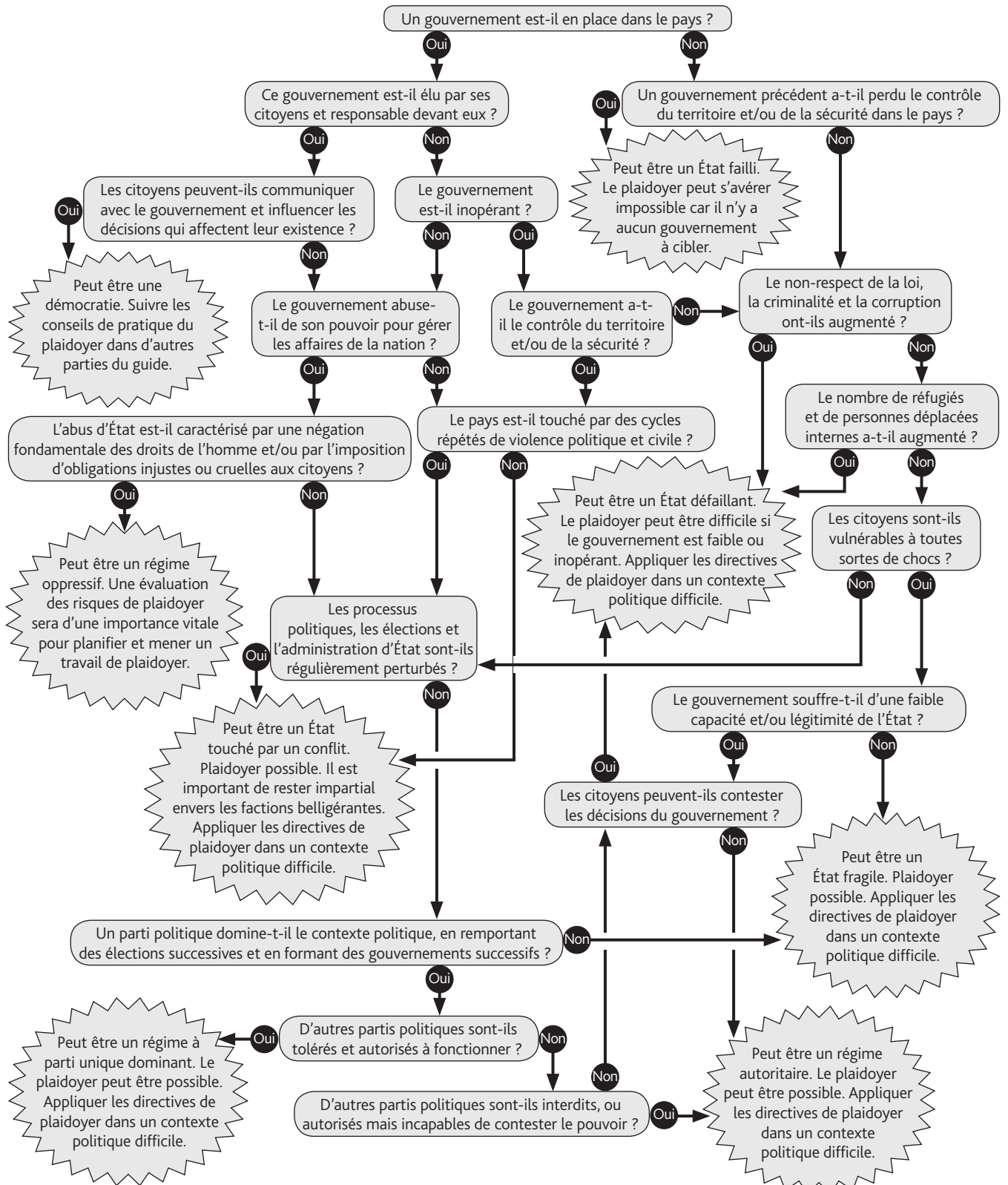
La crise au Zimbabwe a été largement documentée. Malgré les risques inhérents au plaidoyer, Zimbabwe Christian Alliance (ZCA), partenaire de Tearfund, a dénoncé à plusieurs reprises l'oppression de droits de l'homme fondamentaux par le gouvernement. Ce partenaire a organisé des rassemblements de prière dans les Églises pour sensibiliser massivement aux opérations de nettoyage menées par le gouvernement, malgré la présence infiltrée de la police secrète. Il a facilité une marche « religieuse » dans les rues pour se faire entendre ; une marche pacifique jusqu'à ce que le gouvernement fasse intervenir l'armée pour la dissiper. Pour attirer l'attention sur la situation, il a mobilisé la population à siffler, à taper des mains, à battre des pieds, à klaxonner, à taper sur des casseroles et à faire du bruit, à l'heure du déjeuner pendant une semaine. Il a lancé une campagne appelée Save Zimbabwe (Sauvons le Zimbabwe), à laquelle le gouvernement a tenté de mettre fin jusqu'à ce qu'il y ait un tollé dans la communauté internationale. Cette situation a conduit la Communauté de développement d'Afrique australe à entamer un dialogue avec le gouvernement, qui a abouti à des élections et à un gouvernement d'unité nationale ; ZCA a ensuite poursuivi son travail de plaidoyer en privilégiant les actions non violentes.



OUTIL N° 46

Organigramme des contextes politiques difficiles

Cet outil est destiné à aider à identifier le type de contexte politique susceptible d'être présent dans un pays, en indiquant certaines difficultés susceptibles de se poser aux citoyens souhaitant interagir avec leur gouvernement.





OUTIL N° 47

Critères d'évaluation des contextes politiques difficiles

Cet outil permet aux acteurs de plaidoyer d'évaluer la performance d'un gouvernement selon des critères caractérisant un gouvernement fonctionnel. Les résultats peuvent servir à orienter l'élaboration d'une stratégie de plaidoyer dans un contexte politique difficile en indiquant les aspects appelant à la prudence en raison de faiblesses gouvernementales.

Chaque question doit être notée de 1 à 5 sur la base suivante :

1. Non, pas du tout
2. Dans une mesure limitée
3. Une certaine activité, mais la marge d'amélioration est importante
4. Oui, mais avec certaines limitations en capacités et ressources
5. Oui, avec des mesures satisfaisantes, durables et efficaces en place

	Questions	Note
Capacité	Le gouvernement revoit-il régulièrement les lois, politiques et procédures ?	
	Le gouvernement a-t-il désigné des ministères et/ou délégué des responsabilités et pouvoirs à des personnes pour soutenir l'élaboration, la mise en œuvre et le respect des lois, politiques et procédures ?	
	Le gouvernement a-t-il les compétences et aptitudes suffisantes pour gérer les affaires de la nation ?	
	Le gouvernement a-t-il assez de ressources budgétaires appropriées pour mettre en œuvre et faire respecter les lois, politiques et procédures ?	
Inclusivité	Le gouvernement protège-t-il et respecte-t-il les droits de l'homme de tous les citoyens ?	
	Les lois, politiques et procédures gouvernementales répondent-elles aux besoins de tous les citoyens, notamment des personnes vulnérables (ex. enfants, personnes âgées et personnes en situation de handicap) ?	
	Le gouvernement répond-il aux besoins et capacités spécifiques des femmes, et les encourage-t-il à participer aux processus de décision et de planification ?	
	Les personnes vulnérables participent-elles activement aux processus de décision et de planification du gouvernement ?	
Redevabilité	Le gouvernement est-il responsable devant ses citoyens des lois, politiques et procédures qu'il crée ?	
	Le gouvernement se fixe-t-il des objectifs et fournit-il régulièrement des rapports de suivi des progrès réalisés vers ces objectifs ?	
	Le gouvernement implique-t-il la société civile et les communautés locales dans l'élaboration des lois, politiques et procédures ?	
	Les citoyens ont-ils les moyens de porter plainte et d'obtenir une réponse à cette plainte de la part du gouvernement s'il ne respecte pas ses obligations et ses engagements en vertu des lois, politiques et procédures ?	
Transparence	Le gouvernement procède-t-il régulièrement à la collecte, à l'examen et à l'analyse de données pour informer la planification de son action et l'élaboration de ses politiques ?	
	Le gouvernement permet-il d'accéder à des informations faciles à comprendre et régulièrement mises à jour sur les lois, politiques et procédures ?	
Cohérence	Le gouvernement coordonne-t-il son travail entre les différents ministères et services ?	
	Le gouvernement soutient-il des actions collaboratives entre différentes parties prenantes étatiques et non étatiques ?	



OUTIL N° 48

Liste de contrôle de préparation et d'action dans des contextes politiques difficiles

Cet outil s'appuie sur des suggestions pratiques faites par le personnel de Tearfund et ses partenaires, et sur les enseignements tirés de leur expérience. Il ne s'agit que d'une liste de contrôle, et certaines suggestions seront plus efficaces que d'autres selon le contexte politique difficile.

Préparation au plaidoyer dans un contexte politique difficile

- ✓ Développez-vous actuellement des relations stratégiques délibérées avec des agents de l'État appropriés, en amont, sans objectif préconçu ?
- ✓ Quelles opportunités de plaidoyer potentielles devez-vous reconnaître et saisir, si le temps le permet ? Est-il possible de rattacher le plaidoyer à vos activités existantes ?
- ✓ Êtes-vous conscient des normes culturelles et des conceptions du monde répandues dans votre contexte ? Si c'est le cas, quelles sont-elles et quel sera leur impact sur votre capacité à faire du plaidoyer ?
- ✓ Dans quelle mesure avez-vous peur du plaidoyer ? Comment allez-vous reconnaître, confronter et atténuer cette peur ?
- ✓ Avez-vous fait preuve de prudence et de discernement dans votre choix de question de plaidoyer ? Cette question est-elle en adéquation avec la vision de votre organisation ? Avez-vous une légitimité pour en parler ? La question est-elle d'intérêt pour le gouvernement ? Quel est son degré de controverse ?
- ✓ Savez-vous ce que vous voulez dire et comment vous voulez le dire ? Allez-vous pouvoir le communiquer de manière claire et concise ?
- ✓ Comprenez-vous comment le gouvernement prend ses décisions et comment influencer le processus de décision ?

Action de plaidoyer dans un contexte politique difficile

- ✓ Avez-vous décidé des mots et expressions les mieux adaptés à votre contexte pour décrire « plaidoyer » et d'autres mots associés, et les utilisez-vous ?
- ✓ Dans votre travail de plaidoyer, privilégiez-vous la collaboration plutôt que la confrontation, et recherchez-vous les terrains d'entente plutôt que les divergences ?
- ✓ Agissez-vous dans la transparence et faites-vous tout votre possible pour éviter la corruption ?
- ✓ Avez-vous utilisé toutes les voies et tous les contacts possibles, directs et indirects, pour accéder à vos cibles de plaidoyer ?
- ✓ Votre travail programmatique sur la question est-il suffisamment bien respecté pour donner de la crédibilité à votre travail de plaidoyer ? Êtes-vous disposé à inviter des agents de l'État à constater par eux-mêmes l'étendue du problème, et êtes-vous à même de le faire ?
- ✓ Êtes-vous clair sur le changement que vous voulez voir, et le communiquez-vous de manière à ce que les agents de l'État pensent que c'est leur idée ?
- ✓ Marquez-vous des journées internationales liées à la question de plaidoyer ?
- ✓ Si vous êtes une organisation confessionnelle, pratiquez-vous la prière ?
- ✓ Est-il approprié de demander à des contacts situés à l'extérieur du pays de faire du plaidoyer pour vous ?
- ✓ Est-il approprié de rechercher le changement par des actions non violentes et de résistance civile ?

SECTION G5 Exercices de formation



EXERCICE N° 51

Identifier un contexte politique difficile

Objectif Comprendre ce qui constitue un contexte politiquement difficile, et son impact sur le travail de plaidoyer

TYPE Exercice en groupe. Vous noterez qu'il est essentiel que le facilitateur se prépare à l'avance pour cet exercice.

CONSEILS Les deux versions proposent délibérément une manière ludique de traiter un sujet sérieux. Il est préférable de faire cet exercice avec des personnes qui comprennent bien le contexte politique dans lequel elles travaillent. Il est essentiel que le facilitateur ait réfléchi à l'avance à la manière de répondre aux questions de l'organigramme de l'OUTIL N° 46 avant de tenter de l'utiliser dans cet exercice.

MÉTHODES Échange d'information, travail en petits groupes, présentation, discussion plénière, ligne de hiérarchisation

MATÉRIEL Séries d'articles préparés à l'avance

DOCUMENT À DISTRIBUER OUTIL N° 46 : Organigramme des contextes politiques difficiles

PRÉPARATION PRÉALABLE

- Avant de faire l'exercice, en vous servant si possible d'Internet ou d'autres sources d'informations, faites des recherches pour trouver des articles de presse, des tribunes libres, des billets de blog et autres matériels similaires se rapportant au pays de résidence des participants. Essayez de trouver un éventail de matériel le plus varié et le plus équilibré possible.
- Imprimez un jeu complet de ces sources d'informations. Copiez un nombre d'exemplaires suffisant pour remettre un jeu complet par petit groupe.
- Étudiez l'organigramme de l'OUTIL N° 46 et veillez à savoir comment vous répondriez aux questions, en vous aidant des notes à l'usage du facilitateur pour identifier le ou les types de contextes politiques dans lesquels l'atelier a lieu.

ÉTAPES (VERSION 1) Cette version fonctionne bien lorsque les participants sont issus de contextes politiques identiques ou similaires.

1. Divisez les participants en groupes de six à huit personnes.
2. Donnez à chaque groupe un jeu d'informations identique, et demandez aux participants de les lire. Au fur et à mesure de leur lecture, les participants doivent relever toute information susceptible de permettre d'identifier le contexte politique concerné.
3. Demandez à chaque groupe d'identifier des caractéristiques du contexte politique concerné. (Par exemple, liberté d'expression limitée, non-respect des lois, politique nationale dominée par un parti politique, etc.)
4. Remettez l'OUTIL N° 46 : Organigramme des contextes politiques difficiles, puis étudiez l'organigramme en répondant ensemble aux questions pour identifier le type de contexte politique dans lequel les participants travaillent. Guidez la conversation en cas de désaccord, sur la base de ce que vous avez préparé, en vous aidant des notes à l'usage du facilitateur.
5. Discutez de la manière dont ce type de contexte politique peut influencer sur un travail de plaidoyer potentiel.

ÉTAPES (VERSION 2)
 Cette version fonctionne particulièrement bien lorsque les participants sont issus de contextes politiques différents. S'il arrive qu'il n'y ait qu'un participant par contexte, adaptez l'exercice de façon à réaliser individuellement les étapes 1 et 2

1. Demandez aux participants de travailler par deux et remettez à chaque binôme l'OUTIL N° 46 : Organigramme des contextes politiques difficiles.
2. Invitez chaque binôme à étudier l'OUTIL N° 46 : Organigramme des contextes politiques difficiles, le plus discrètement possible, en s'appuyant sur ce qu'ils savent du contexte et sur leur expérience. Les participants ne doivent pas partager leurs réponses avec les autres binômes.
3. Invitez tous les participants à se lever. Créez une ligne de hiérarchisation imaginaire traversant la pièce. Désignez l'une des extrémités de la salle comme représentant la démocratie, et l'autre extrémité comme étant le type de contexte politique le plus difficile.
4. Demandez à chaque binôme de se placer à l'endroit de la ligne où il pense que se situe son gouvernement, d'après les résultats qu'il a obtenus sur l'organigramme.
5. Une fois les binômes en place sur la ligne, demandez aux participants de discuter des raisons qui les ont amenés à se tenir à cet endroit, et des implications que le contexte identifié peut avoir pour un travail de plaidoyer.



EXERCICE N° 52

Adapter des plans de plaidoyer dans un contexte politique difficile

Objectif Comprendre comment adapter des plans de plaidoyer dans un contexte politique difficile

TYPE De préférence en groupe

CONSEILS Cet exercice fonctionne bien si l'EXERCICE N° 51 a déjà été réalisé et/ou si les raisons de la difficulté du contexte politique sont claires. Il est préférable de le réaliser à la lumière d'une stratégie de plaidoyer spécifique, déjà élaborée ou en cours d'élaboration, plutôt que d'une stratégie de plaidoyer abstraite.

MÉTHODES Brainstorming, travail en petits groupes, discussion plénière

DOCUMENT À DISTRIBUER OUTIL N° 47 : Critères d'évaluation des contextes politiques difficiles

- ÉTAPES**
1. Lancez des idées sur les raisons pour lesquelles le contexte politique des participants est considéré difficile.
 2. Divisez les participants en groupes de quatre à six personnes. Remettez à chaque groupe un exemplaire de l'OUTIL N° 47 : Critères d'évaluation des contextes politiques difficiles.
 3. Demandez à chaque groupe de noter et d'évaluer les critères de l'OUTIL N° 47 : Critères d'évaluation des contextes politiques difficiles, et de calculer le score de leur contexte en additionnant les notes.
 4. Invitez les participants à regagner leur place et facilitez une discussion plénière sur les évaluations, en comparant les scores si c'est utile. Demandez-leur en quoi les résultats vont pouvoir influencer l'élaboration d'une stratégie de plaidoyer.



EXERCICE N° 53

Préparer et mener un plaidoyer dans un contexte politique difficile

Objectif Identifier des moyens de préparer et de mener un plaidoyer efficace dans un contexte politique difficile

TYPE De préférence en groupe

CONSEILS Il est préférable, mais pas essentiel, d'avoir effectué les Exercices n° 51 et 52 au préalable

MÉTHODES Travail en petits groupes, discussion plénière

MATÉRIEL Grandes feuilles de papier

DOCUMENT À DISTRIBUER OUTIL N° 48 : Liste de contrôle de préparation et d'action dans des contextes politiques difficiles

- ÉTAPES
1. Divisez les participants en deux groupes. Remettez à chaque groupe un exemplaire de l'OUTIL N° 48 : Liste de contrôle de préparation et d'action dans des contextes politiques difficiles.
 2. Demandez à l'un des groupes d'étudier la première série de questions concernant la préparation dans l'OUTIL N° 48 : Liste de contrôle de préparation et d'action dans des contextes politiques difficiles, en déterminant quelles sont celles qui s'appliquent à leur contexte, et dans quelle mesure. Demandez à l'autre groupe de faire la même chose en étudiant la seconde série de questions concernant l'action. Les deux groupes vont devoir inscrire leurs réponses sur une grande feuille de papier.
 3. Demandez à chaque groupe d'échanger sa feuille avec l'autre groupe, et de discuter des réponses de l'autre groupe en ajoutant ses propres remarques.
 4. Invitez les participants à regagner leur place et discutez de leurs réponses aux questions, ainsi que de la manière dont ces réponses vont influencer sur leur façon de planifier et de mener un plaidoyer dans leur contexte.